

*Cuba propose des actions pour
relever les défis des petits États
insulaires*



La Havane, 29 mai (RHC) Salvador Valdés Mesa, membre du Bureau politique et vice-président de Cuba,, a proposé des actions pour mobiliser les ressources nécessaires aux petits Etats insulaires pour surmonter les défis du développement.

Les déséquilibres du système financier international n'assurent pas la stabilité nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable et répondre aux besoins particuliers de ces pays, a-t-il dénoncé lors de son intervention au IV^e Sommet des petits États insulaires en développement (PEID), qui se tient dans la capitale d'Antigua-et-Barbuda.

Il a souligné que tous les défis auxquels sont confrontés les PEID « sont exponentiellement exacerbés pour Cuba, en raison du blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement américain depuis plus de six décennies et de l'inclusion arbitraire de notre pays sur la liste unilatérale des prétendus États soutenant le terrorisme ».

Lors de cet événement, Valdés Mesa a présenté une série d'actions proposées par Cuba concernant la question cruciale de la mobilisation des ressources pour ces territoires, selon le site web de la présidence de la plus grande des Antilles.

Parmi celles-ci, il a mentionné la recapitalisation des banques multilatérales de développement et l'amélioration de leurs conditions de prêt, et enfin le respect de l'engagement des pays développés en matière d'aide publique au développement, par le biais d'allocations basées sur les vulnérabilités, et pas seulement sur les revenus.

Renforcer également le système des banques publiques de développement, avec une plus grande capacité et une plus grande coopération entre les banques nationales et multilatérales pour aligner leurs activités sur les objectifs de développement durable, l'accord de Paris et le nouvel agenda d'Antigua-et-Barbuda.

De même, définir l'accès des PEID aux financements concessionnels et à la coopération technique sur la base de critères allant au-delà du produit intérieur brut, en tenant compte de la vulnérabilité multidimensionnelle.

Une autre action consiste à réexaminer en profondeur la politique du Fonds monétaire international en matière de surtaxe, y compris sa suspension, sa réduction permanente significative ou son élimination.

En outre, il convient de mettre en place un mécanisme spécifique de soutien à la viabilité de la dette pour les PEID, impliquant des créanciers multilatéraux, bilatéraux officiels et privés, sous les auspices des Nations unies.

Il a également proposé de revoir les contrats et les instruments de la dette pour y inclure des clauses d'allègement de la dette, d'échange ou de restructuration en cas de catastrophes naturelles ou de chocs macroéconomiques.

Ces mesures s'ajoutent à la capitalisation du fonds des pertes et dommages, à l'opérationnalisation de l'objectif mondial d'adaptation et à l'établissement d'un nouvel objectif quantifié de financement de la lutte contre le changement climatique qui tienne compte des priorités et des besoins des petits États insulaires en développement (PEID).

Enfin, il faut rationaliser le rôle des agences de notation de crédit, afin qu'elles cessent d'être des arbitres et des acteurs du marché financier qu'elles régulent. (Source : Prensa Latina)



Radio Habana Cuba